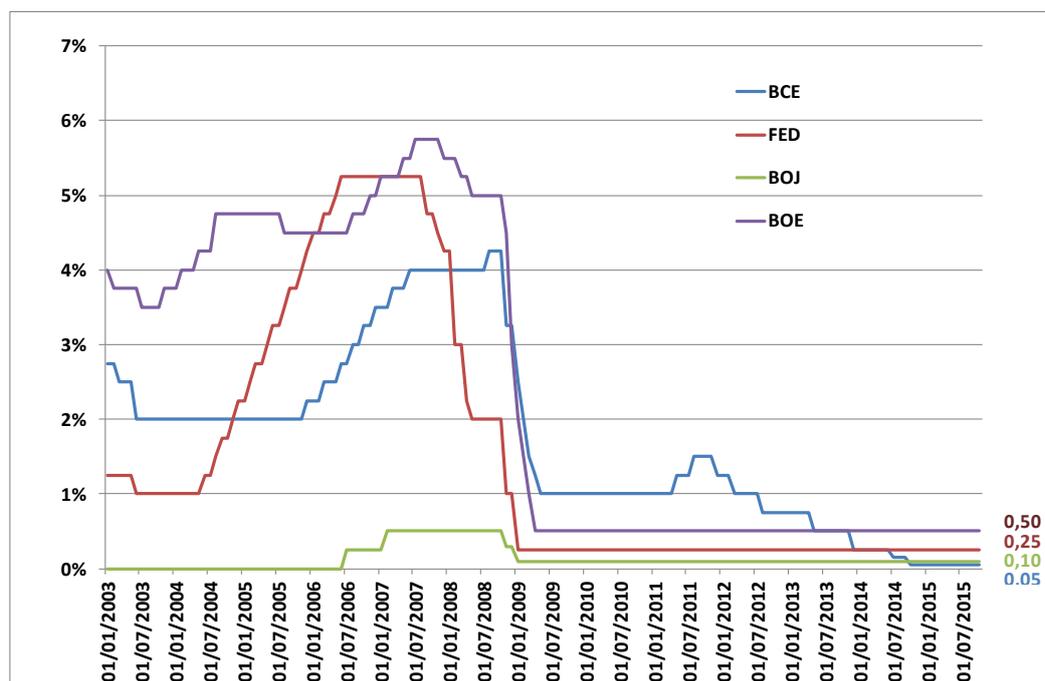


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Taux inchangés et mesures non conventionnelles

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 22 octobre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, les achats d'actifs se poursuivent sans difficultés et ont toujours une incidence favorable sur le coût et la disponibilité du crédit pour les entreprises et les ménages. Par ailleurs, le Conseil a suivi attentivement les informations disponibles depuis sa réunion de début septembre : « Alors que la demande intérieure dans la zone euro demeure soutenue, les préoccupations concernant les perspectives de croissance sur les marchés émergents et les répercussions éventuelles, pour l'économie, des évolutions observées sur les marchés financiers et des matières premières continuent d'indiquer des risques à la baisse pour les perspectives de croissance et d'inflation. En particulier, la vigueur et la persistance des facteurs qui ralentissent actuellement le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme requièrent une analyse approfondie. Dans ce contexte, le degré de l'orientation accommodante de la politique monétaire devra faire l'objet d'un réexamen lors de notre réunion de politique monétaire qui aura lieu en décembre, lorsque les nouvelles projections macroéconomiques des services de l'Eurosystème seront disponibles. Le Conseil des gouverneurs est disposé à agir et est en mesure de le faire en utilisant, le cas échéant, tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat afin de maintenir une orientation accommodante appropriée. En particulier, il rappelle que le programme d'achats d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous continuerons à mettre pleinement en œuvre les achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. Ces achats devraient être effectués jusque fin septembre 2016, ou au-delà si nécessaire, et en tout cas jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : augmentation du chômage

Fin août 2015, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité s'établit à 3 571 600. Il augmente de 0,6 % sur un mois (soit +20 000 personnes) et de 4,6 % sur un an.

Europe : taux de chômage en baisse sur un an

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,0 % en août 2015, stable par rapport à juillet 2015 mais en baisse par rapport au taux de 11,5 % d'août 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,5 % en août 2015, stable par rapport à juillet 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,1 % d'août 2014. Eurostat estime qu'en août 2015, 23,022 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,603 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 33 000 dans l'UE28 et de 1 000 dans la zone euro. Comparé à août 2014, le chômage a baissé de 1,490 million de personnes dans l'UE28 et de 892 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en août 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (5,0 %) ainsi qu'à Malte (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (25,2 % en juin 2015) et en Espagne (22,2 %).

Inflation

France : repli de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)

En septembre 2015, l'indice des prix à la consommation se replie (-0,4 % après +0,3 % en août). Corrigé des variations saisonnières, il baisse légèrement (-0,1 %) pour le deuxième mois consécutif. Sur un an, il est stable, comme en août.

Inflation en baisse dans la zone euro en août

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,1 % en septembre 2015, en baisse par rapport au mois d'août où il était de 0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en septembre (1,4 %, comparé à 1,3 % en août), suivis des services (1,3 %, comparé à 1,2 % en août), des biens industriels non énergétiques (0,3 %, comparé à 0,4 % en août) et de l'énergie (-8,9 %, comparé à -7,2 % en août).

OCDE

Réformer les règles fiscales internationales pour endiguer l'évasion fiscale des entreprises multinationales

« La mondialisation a ouvert aux entreprises multinationales des possibilités de réduire considérablement leur charge fiscale, en recourant à des dispositifs permettant soit de faire disparaître des bénéfices, soit de les transférer artificiellement vers des zones à fiscalité faible ou nulle. C'est ce phénomène que désigne l'expression « érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS) » [...] Les pertes de recettes imputables au phénomène de BEPS sont estimées entre 100 et 240 milliards de dollars US par an, soit entre 4 % et 10 % des recettes de l'impôt sur le bénéfice des sociétés à l'échelle mondiale. » Ce rapport, qui préconise la réalisation de 15 actions pour endiguer le phénomène, sera examiné par les chefs d'état lors du sommet des ministres des finances du G20. <http://www.oecd.org/fr/fiscalite/beps-rapports-finaux-2015.htm>

Chine

Ralentissement de l'économie

Le ralentissement de l'économie chinoise se confirme au troisième trimestre. Le PIB est descendu à 6,9 %, son plus bas en vigueur depuis 2009. Ces résultats ont soulevé des interrogations sur la fiabilité des statistiques officielles de la part des investisseurs internationaux qui estiment la croissance réelle du pays à environ 5 %. La production industrielle a baissé pour atteindre 5,7 % en septembre contre 6,1 % en août et la consommation nationale d'électricité a diminué de 0,2 % en août sur un an. Les importations ont chuté de 20 % en septembre tandis que les exportations reculaient de 3,7 %. Par ailleurs, les réserves de change ont chuté de 12,5 % sur un peu plus d'une année et sont estimées à 3 500 milliards de dollars. Cette décélération devrait amener le gouvernement à annoncer de nouvelles mesures pour relancer l'activité.

Actualité législative

LOI n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer (1) :

<http://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2015/10/14/OMEX1505701L/jo>

2 – Actualité régionale

Libre-échange : signature dans la zone Pacifique du plus important accord commercial régional au monde

Douze pays frontaliers de la zone Pacifique, dont les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont signé le 5 octobre 2015 à Atlanta (E-U) l'accord de Partenariat transpacifique. Cet accord donne naissance à la plus importante zone régionale de libre-échange au monde, représentant 40 % des échanges commerciaux mondiaux.

Chine : ralentissement de la croissance

Le ralentissement de l'économie chinoise se confirme au troisième trimestre. La croissance annuelle du PIB est descendue à 6,9 % (contre 7 % au trimestre précédent), soit un plus bas depuis 2009. Ces résultats ont soulevé des interrogations sur la fiabilité des statistiques officielles de la part des investisseurs internationaux qui estiment la croissance réelle du pays à environ 5 %. La production industrielle a ralenti pour atteindre 5,7 % en septembre contre 6,1 % en août. Les importations ont chuté de 20 % en septembre tandis que les exportations reculaient de 3,7 %.

Japon : révision des chiffres de la croissance

Le Produit intérieur brut (PIB) se contracte de 0,3 % au deuxième trimestre au Japon, chiffre légèrement revu à la hausse par rapport à l'estimation précédente du gouvernement nippon, à -0,4 %.

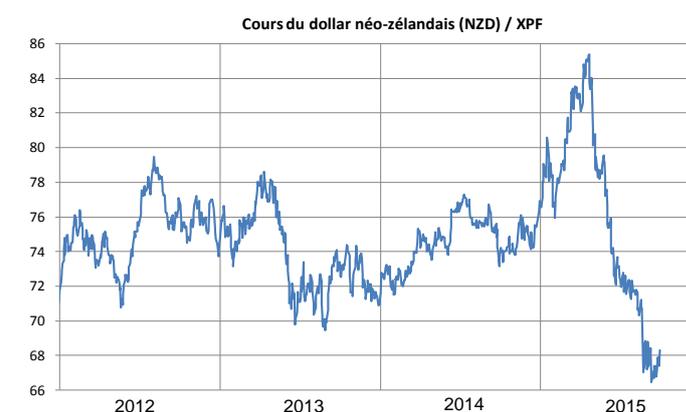
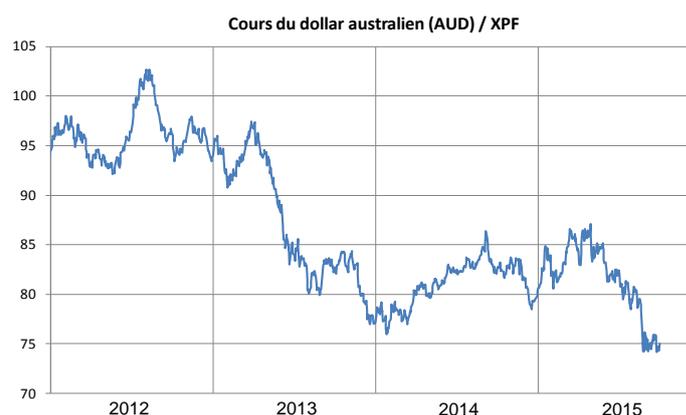
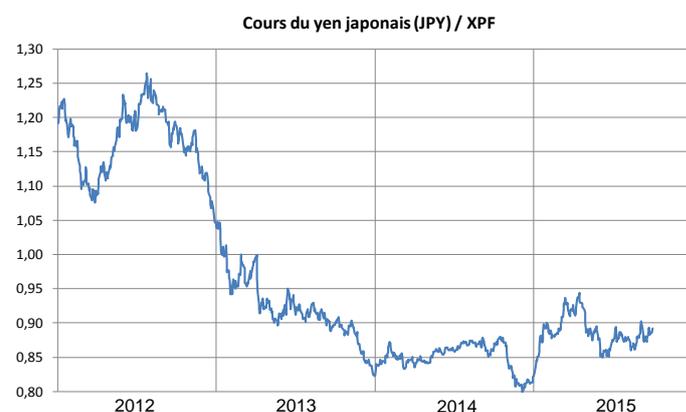
En rythme annualisé, le PIB a diminué de 1,2 %.

Australie : maintien de taux à un niveau bas

Le 6 octobre 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu pour le sixième mois consécutif son principal taux directeur à 2,0 %, un niveau historiquement bas. Cette politique accommodante s'inscrit dans un contexte de croissance modérée (-2,0 % sur un an au deuxième trimestre), freinée notamment par la chute de l'investissement (-3,3 %). Les pressions inflationnistes domestiques demeurent contenues (+1,5 % pour l'IPC sur un an à fin juin), bien qu'une attention soit portée à la hausse marquée des prix de l'immobilier.

Nouvelle-Zélande : nouvelle baisse de taux

Lors de sa dernière réunion du 10 septembre 2015, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a annoncé une nouvelle baisse de son principal taux directeur de 0,25 point de base, portant celui-ci à 2,75 %. Elle a annoncé que l'assouplissement de sa politique monétaire pourrait se poursuivre afin de faire face à la chute des prix à l'exportation et au ralentissement de l'économie (taux de croissance annuel du PIB de 2,0 %), alors que les prix à la consommation se maintiennent sous la cible d'inflation (1 à 3%).



3 – Brèves économiques locales

Nickel : le Congrès favorable aux exportations vers la Chine

Les membres du Congrès étaient appelés par M. le Haut-commissaire le 14 octobre dernier à se prononcer en session extraordinaire sur la conformité avec le schéma minier des demandes d'exportations vers la Chine et le Japon formulées par les petits mineurs. Au terme d'un débat de huit heures, les députés se sont positionnés pour les exportations vers la Chine (27 voix contre 25) et pour l'augmentation des volumes exportés vers le Japon (27 voix, dont celle réhaussée du président du Congrès, contre 27). Ce vote consultatif, à portée politique plus que juridique, a servi d'orientation au Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, qui a autorisé le 27 octobre l'ouverture d'un canal d'exportation provisoire vers la Chine au profit de la société Maï, tout en déclinant les autres demandes.

Énergie : report du projet de centrale SLN au charbon

A l'issue de son conseil d'administration du 14 octobre 2015, Eramet a annoncé le report du projet de construction de la centrale C sur le site de l'usine SLN. Cette centrale au charbon est destinée à alimenter l'usine métallurgique de Doniambo (Nouméa) de manière moins polluante et moins coûteuse que l'actuelle centrale B au fioul, en service depuis 1972. L'investissement, qui s'élève à 100 milliards de F CFP, sera reconsidéré début 2016 lors de prochains conseils d'administration d'Eramet et de la SLN.

Économie maritime : extension du plateau continental au large de la Nouvelle-Calédonie

La publication du décret n°2015-1182 au Journal officiel le 26 septembre 2015 a rendu effective l'extension des limites du plateau continental au large du territoire de la Nouvelle-Calédonie. La France étend ainsi ses droits sur les ressources du sol et sous-sol marin (mais pas sur les ressources marines) sur la partie sud-ouest de sa zone économique exclusive. Par ailleurs, la Nouvelle-Calédonie était représentée lors du colloque sur l'économie bleue organisé les 19 et 20 octobre 2015 en Polynésie par le Conseil de Coopération Economique du Pacifique.

Transports : signature d'un protocole d'accord sur le contrôle aérien

Le transport aérien est perturbé depuis la mi-septembre par un conflit social opposant la Direction de l'aviation civile et les compagnies au Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA). Les revendications des contrôleurs portent sur la résorption du sous-effectif ; elles ont entraîné la fermeture partielle de l'espace aérien et l'annulation de vols locaux et internationaux. Après 7 réunions infructueuses, un accord prévoyant l'affectation de personnel supplémentaire a été signé le 16 octobre 2015, permettant un retour progressif à la normale.

BTP : clôture de l'enquête publique pour le projet Néobus dans le Grand Nouméa

La phase d'enquête publique pour le projet Néobus (transport par bus en site propre entre Nouméa et Dumbéa vers l'ouest et le Mont-Dore vers l'est), s'est achevée le 30 septembre 2015 ; les travaux devraient débuter en 2016, pour une première mise en service courant 2019.

Prix à la consommation : +30 % sur le tabac

Le prix du tabac a augmenté de 30 % à compter du 1^{er} octobre 2015, portant le prix unitaire minimal du paquet à 1 300 F CFP. Cette évolution résulte de la hausse de 37 % à 82 % de la taxe sur les alcools et tabacs en faveur du secteur sanitaire et social, et concerne 47 % de la population calédonienne aujourd'hui fumeuse (estimation Direction des affaires sanitaires et sociales).

Investissement : prolongation de la défiscalisation

Le 20 octobre 2015, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté la reconduction jusqu'en 2022 de trois régimes fiscaux visant à favoriser l'investissement économique : le crédit d'impôt aux investisseurs locaux (45 % à 60 % du montant), le crédit d'impôt sur les investissements productifs dans les secteurs prioritaires (industrie, pêche, tourisme, agriculture... ; 15 %) et le crédit d'impôt sur les investissements locaux au profit des SAEM provinciales (30 à 70 %). Le dispositif de défiscalisation sur le logement intermédiaire, qui a soutenu l'activité du secteur BTP ces dernières années, est quant à lui reconduit pour trois ans, selon des modalités révisées (réorientation vers les plus grandes surfaces et vers la primo-accession notamment).

Assurances : réforme du code applicable localement

Un projet de loi du pays portant sur la réforme du code des assurances applicable localement a été adopté par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie le 6 octobre 2015. Le texte prévoit la refonte du droit applicable à la profession, resté inchangé ces 15 dernières années. Il sera soumis au Congrès avant la fin 2015.

Développement : la Communauté du Pacifique fait son entrée à l'ONU

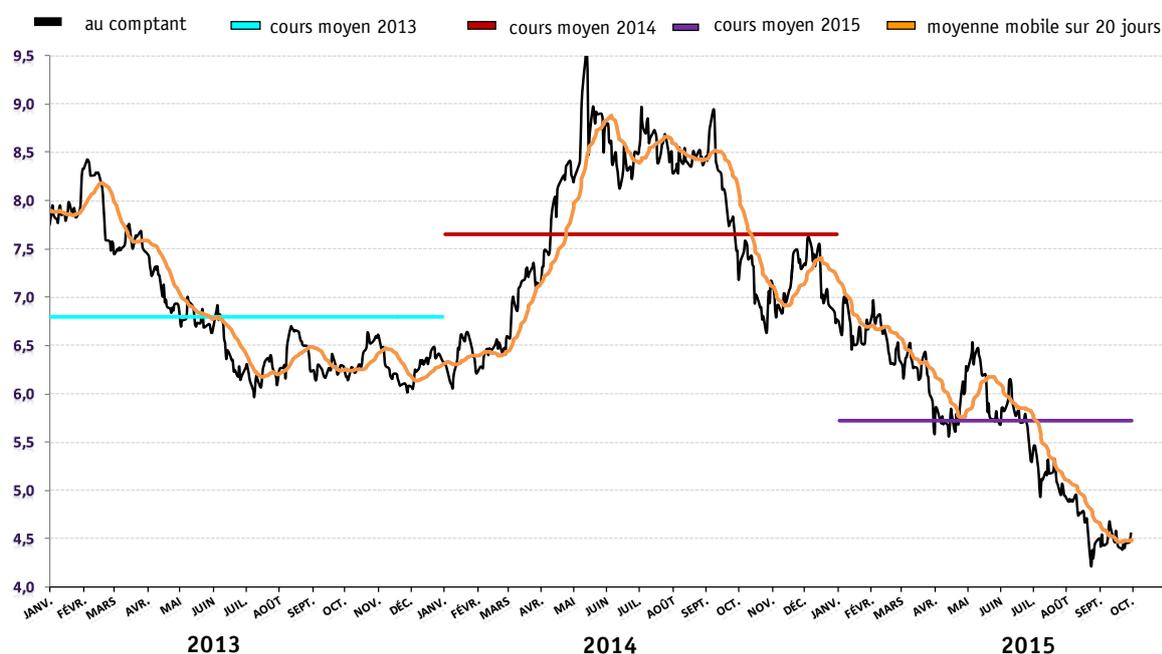
La Communauté du Pacifique, qui rassemble 22 Etats et territoires insulaires du Pacifique et dont le secrétariat se trouve à Nouméa, siège désormais à l'ONU en tant qu'observateur permanent. Les membres de son secrétariat général se sont rendus le 26 septembre 2015 à New York afin d'évoquer à la tribune les défis du Pacifique Sud (changement climatique, santé, gestion des ressources marines) lors d'un sommet consacré au développement.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		sept.-15	106,05	0,1%	0,8%
Nombre de demandeurs d'emploi		juil.-15	7 253	0,8%	-5,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	août-15	13 045	35,7%	-0,5%
	cumulées	août-15	92 316	-	2,4%
Importations	mensuelles	août-15	24 852	-5,3%	4,2%
	cumulées	août-15	194 982	-	2,7%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		sept.-15	4,49	-4,3%	-45,3%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		sept.-15	477	-5,0%	-37,2%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	août-15	249	-41,5%	-48,6%
	cumulées	août-15	3 020	-	-4,8%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	août-15	10 216	95,7%	51,4%
	cumulées	août-15	60 000	-	19,7%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	juin-15	8 158	20,9%	15,3%
	cumulés	juin-15	49 138	-	11,5%
• Nuitées (hôtels de Nouméa)	mensuels	déc.-14	53 119	3,5%	-4,9%
	cumulés	déc.-14	566 971	-	-6,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-14	62,9%	- 7,4 pt	+ 2,3 pts
• Croisiéristes		juin-15	209 202	-	0,4%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mai-15	8 705	-13,2%	12,3%
	cumulées	mai-15	44 943	-	2,8%
• Index BT 21		sept.-15	101,90	-0,1%	0,4%
• IRL (p)		sept.-15	120,16	0,0%	0,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	août-15	108	36,5%	93,1%
	cumulées	août-15	618	-	-23,4%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	août-15	171	37,4%	114,9%
	cumulées	août-15	980	-	-19,0%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-15	514	4,9%	-4,6%
	cumulées	sept.-15	4 564	-	-3,7%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	sept.-13	sept.-14	sept.-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	16 372	16 319	18 057	-0,3%	10,7%
Dépôts à vue	263 945	290 476	334 381	10,1%	15,1%
Total M1	286 024	306 795	352 438	7,3%	14,9%
M2-M1	103 472	114 479	116 361	10,6%	1,6%
Total M3	606 340	601 820	646 303	-0,7%	7,4%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-13	juin-14	juin-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	454 464	437 141	463 311	-3,8%	6,0%
Ménages	405 638	409 744	421 967	1,0%	3,0%
Collectivités locales	67 761	76 941	99 182	13,5%	28,9%
Autres agents	16 483	13 553	18 011	-17,8%	32,9%
Total encours sain	944 347	937 379	1 002 472	-0,7%	6,9%
Créances douteuses brutes	21 350	29 553	29 839	38,4%	1,0%
Total encours brut	965 696	966 932	1 032 310	0,1%	6,8%

Interdits bancaires

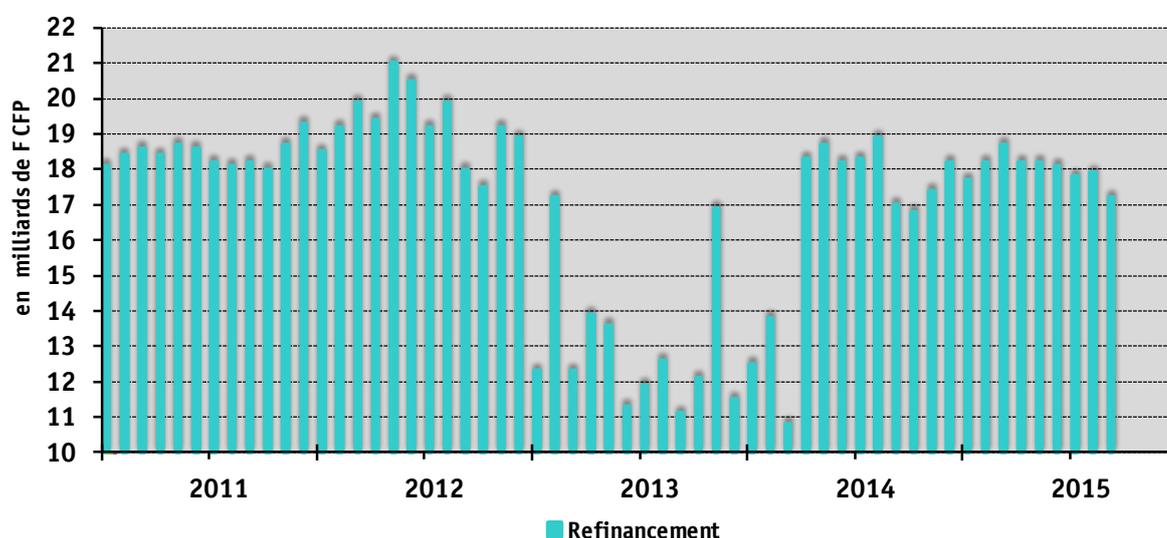
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	août-15	7 824	-0,3%	-0,4%
	dont personnes physiques	août-15	6 913	-0,4%	-0,9%
	dont personnes morales	août-15	911	0,3%	3,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	sept.-15	18 025	1,0%	5,7%
		sept.-15	5 623	1,0%	8,3%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	sept.-15	17,2	-3,8%	1,3%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
indice des prix à la consommation	sept	105,2	106,1	0,8%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	56 516	58 716	3,9%
dont entreprises sans salarié	sept	49 969	52 353	4,8%
créations d'entreprises (p)	juin	1 801	1 831	1,7%
cessations d'entreprises (p)	juin	1 837	1 652	-10,1%
liquidations judiciaires	juin	47	40	-14,9%
redressements judiciaires	juin	23	20	-13,0%
personnes morales en interdiction bancaire	août	881	911	3,4%
ventes de ciment (tonnes)	mai	43 710	44 943	2,8%
dont ciment local (tonnes)	mai	43 707	43 121	-1,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin	16 623	18 895	13,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept	5 900	4 814	-18,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	sept	2 810	2 291	-18,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	91 407	92 066	0,7%
dont secteur privé	juin	65 579	66 032	0,7%
dont secteur public	juin	25 828	26 033	0,8%
demandes d'emploi de fin de mois	juil	7 638	7 253	-5,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juil	7 435	7 357	-1,1%
chômeurs indemnisés	sept	2 430	2 388	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	sept	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	août	6 978	6 913	-0,9%
décisions retraits cartes bancaires	août	2 166	1 654	-23,6%
incidents paiements sur chèques	août	20 594	17 376	-15,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	sept	4 739	4 564	-3,7%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	sept	11 366	11 513	1,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	16 241	18 232	12,3%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 428	8 311	-1,4%
Echanges				
nombre de touristes	juin	44 055	49 138	11,5%
nombre de croisiéristes	juin	208 300	209 202	0,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa *	déc	56,6%	58,6%	1,9 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	sept	7,81	5,73	-26,6%
cours du nickel au LME en \$/lb	sept	8,20	4,49	-45,3%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	août	3 171	3 020	-4,8%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	août	13 154	14 160	7,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	août	50 139	60 000	19,7%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	août	70 013	68 315	-2,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	août	806	618	-23,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	août	1 209	980	-19,0%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	août	84 376	83 454	-1,1%
part de ces produits dans le total des exportations	août	93,6%	90,4%	-3,2 pts
total des importations (M FCFP)	août	189 822	194 982	2,7%
total des exportations (M FCFP)	août	90 150	92 316	2,4%
taux de couverture	août	47,49%	47,35%	-0,1 pt
recettes douanières (M FCFP)	sept	35 719	36 919	3,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	sept	290 476	334 381	15,1%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	sept	306 795	352 438	14,9%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	sept	421 274	468 799	11,3%
Dépôts à terme	sept	180 546	177 504	-1,7%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	sept	601 820	646 303	7,4%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	sept	4 028	4 797	19,1%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juin	3,45%	3,17%	-0,3 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juin	4,50%	3,79%	-0,7 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juin	3,50%	3,19%	-0,3 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	juin	7,61%	6,96%	-0,7 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	juin	966 932	1 032 310	6,8%
Ménages	juin	409 744	421 967	3,0%
dont crédits à la consommation	juin	73 290	72 557	-1,0%
dont crédits à l'habitat	juin	330 988	343 803	3,9%
Entreprises	juin	437 141	463 311	6,0%
dont crédits d'exploitation	juin	74 670	76 984	3,1%
dont crédits d'investissement	juin	229 676	242 526	5,6%
dont crédits à la construction	juin	117 822	131 082	11,3%
Collectivités locales	juin	76 941	99 182	28,9%
dont d'investissement	juin	75 082	96 684	28,8%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	13 553	18 011	32,9%
créances douteuses brutes	juin	29 553	29 839	1,0%
taux de créances douteuses brutes	juin	3,1%	2,9%	-0,2 pt
ensemble des actifs financiers	juin	710 288	753 721	6,1%
Ménages	juin	382 948	398 349	4,0%
Sociétés	juin	217 966	242 143	11,1%
Autres agents	juin	109 374	113 229	3,5%
dont assurances-vie	juin	109 764	116 257	5,9%

(p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTI, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2014/2013

2- Brèves régionales

Election du Président de la République des îles Fidji

Le 12 octobre dernier, deux jours après le 45^e anniversaire d'indépendance des îles Fidji vis-à-vis du Royaume-Uni, le Parlement a élu un nouveau Président pour le pays. M. Jioji KONROTE prendra ses fonctions début novembre et exercera son mandat pour une durée de trois ans. Il a bénéficié du soutien du Premier ministre Franck BAINIMARAMA et de son parti, Fiji First, majoritaire au sein de l'Assemblée issue des élections législatives de septembre 2014. Pour mémoire, ces élections furent les premières organisées démocratiquement depuis le coup d'État de décembre 2006, lequel avait été commandité par le Premier ministre actuel, M. BAINIMARAMA, alors Contre-amiral et Commandant en chef des forces armées.

Réunion de la South Pacific Tourism Organisation

Les représentants des États membres de la *South Pacific Tourism Organisation* (SPTO) se sont retrouvés à Tahiti du 12 au 15 octobre pour participer à la 25^e réunion de l'organisation depuis sa création en 1983. La SPTO, qui compte 18 États membres, a pour vocation première de faire connaître les îles du Pacifique en tant que destination touristique et de mener des actions favorisant le développement d'un tourisme durable, respectueux de l'environnement et de la diversité culturelle. L'ordre du jour incluait, entre autres, la définition d'une « stratégie 2015-2019 de développement touristique de la croisière dans le Pacifique ». Sur le même thème, Tahiti a également accueilli, les 16 et 17 octobre, le premier forum de la croisière dans les îles du Pacifique Sud, la *South Pacific Cruise Alliance* (SPCA). Onze États et territoires insulaires du Pacifique Sud y étaient présents pour parler du développement du secteur de la croisière. La SPCA estime que l'activité de croisière dans la région pourrait doubler dans les prochaines années, d'où l'organisation de ce forum dont l'objectif est de définir une stratégie globale et de réfléchir collectivement aux problématiques liées à la structuration de ce marché.

Entrée de la Communauté du Pacifique à la tribune des Nations-Unies

En 2015, la Communauté du Pacifique, via son Secrétariat Général (CPS) basé en Nouvelle-Calédonie, a fait son entrée en tant qu'« observateur permanent » à l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le 26 septembre dernier, elle s'est exprimée pour la première fois de son histoire à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, lors du Sommet consacré aux objectifs de développement durable pour l'après-2015. À cette occasion, M. Colin TUKUITONGA, Directeur général de la Communauté du Pacifique, a présenté les défis majeurs auxquels la région doit faire face, mettant l'accent sur le changement climatique, la pauvreté et les maladies non transmissibles (MNT). Pour répondre à ces défis, l'éducation et la jeunesse doivent être selon lui les priorités politiques de la région : « L'éducation est l'une des pièces maîtresses du développement durable. L'élimination de la pauvreté passe par une évolution des pratiques qui permettra de recentrer les investissements sur la jeunesse, tous secteurs confondus, en ciblant et en impliquant davantage les jeunes les plus vulnérables ».

3 – Brèves locales

Réunion du Comité de suivi des projets du FED

La réunion annuelle du Comité de suivi des projets du Fonds européen de développement (FED) s'est tenue le 16 septembre dernier à l'Administration supérieure. Dirigée par le Préfet et en présence des autorités politiques et coutumières ainsi que de trois représentants de la Commission européenne, cette réunion avait pour objectif de dresser un bilan de l'exécution des projets des IX^e et X^e FED et de travailler sur la programmation du XI^e FED. Ce dernier, qui s'étend jusqu'en 2020, s'élève à 2,3 milliards de F CFP et devrait se focaliser sur le développement des technologies d'information et de communication (TIC) à Wallis-et-Futuna. Le Territoire a fait part de son souhait à ce que le XI^e FED participe au financement du raccordement du Territoire à un câble sous-marin en fibre optique pour une connexion Internet à haut-débit. Concernant la réalisation du X^e FED, dont la dotation est principalement affectée au projet du quai de Leava, le chef de bureau de la Commission européenne de Nouméa, M. PEGIDIS, a précisé que la maîtrise d'œuvre devrait débiter à la fin de l'année, pour pouvoir lancer un appel d'offre l'année prochaine.

Première visite du nouveau Directeur Général de l'IEDOM/IEOM

Le nouveau Directeur Général des Instituts d'émission, Hervé GONSARD, et le Directeur des Instituts, Philippe LA COGNATA, étaient en déplacement à Wallis-et-Futuna du 12 au 14 octobre. Durant leur séjour, ils ont pu rencontrer le Préfet ainsi que le Président de l'Assemblée Territoriale. Leur venue a également été l'occasion d'organiser une réunion économique à l'agence IEOM en présence du représentant au Conseil de Surveillance de l'IEOM, de plusieurs chefs d'entreprises et de chefs de services de l'Administration Supérieure et du Territoire. Cette réunion a permis de présenter au nouveau Directeur Général la structure économique du Territoire et plus particulièrement celle du secteur privé. L'évolution de l'activité économique dans chaque secteur économique et les perspectives ont pu être détaillées par les différents intervenants. Cette première mission dans le Pacifique s'est poursuivie par une visite de trois jours en Nouvelle-Calédonie.

Les chefs coutumiers du royaume de Sigave expriment leur mécontentement

Le 18 septembre dernier, la chefferie du royaume de Sigave à Futuna a adressé une lettre au Préfet pour exprimer son mécontentement. Dans le courrier, elle demande qu'on accorde à l'île sœur « l'autonomie financière pour que Futuna ait des pouvoirs de décision indépendants de Wallis, en vue d'un rééquilibrage des deux îles ». Elle rappelle par ailleurs son opposition au projet d'exploitation des minerais sous-marins au large de Futuna et regrette que les autorités coutumières n'aient pas été consultées avant la prise de certaines décisions à ce sujet. Napole POLUTELE, Député de l'archipel, a fait le déplacement à Futuna mi-octobre pour discuter de ces sujets avec les chefs coutumiers. Lors de ces entretiens, il a expliqué que l'autonomie financière de Futuna n'était pas à l'ordre du jour, tout en annonçant qu'un effort significatif serait entrepris en faveur de l'île au cours des prochaines années. La priorité sera d'accroître l'accès à l'eau et de la rendre potable. Sur le sujet, les coutumiers ont de leur côté officiellement donné leur accord pour que l'eau devienne payante puisqu'elle sera traitée.

Publications

L'IEOM a publié ses Évolutions bancaires et monétaires du 1^{er} semestre 2015. Cette note est téléchargeable sur notre site internet :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/publications/infos-financieres/evolutions-monetaires-au-30-06-2015.html>

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

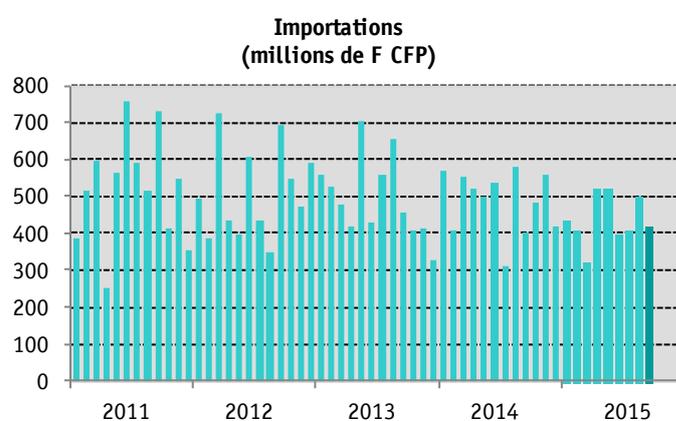
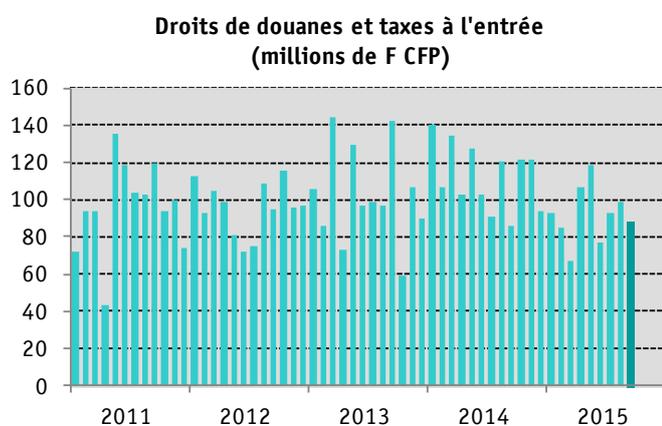
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3T 15	117,73	-	1,8%
SMIG mensuel en XPF		sept-15	90 000	-	0,0%
Nombre d'emplois salariés		mars-15	2 077	-	0,8%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	sept-15	417	-16,5%	3,6%
	cumulées	sept-15	3 928	-	-10,3%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	sept-15	87	-11,7%	2,0%
	cumulés	sept-15	826	-	-18,2%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	sept-15	36	19,4%	2,1%
	cumulées	sept-15	332	-	-4,3%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	sept-15	1 476	2,9%	-8,2%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	sept-15	622	11,4%	-2,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	sept-15	142	3,6%	-2,2%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juin-15	2 478	43,8%	12,2%
	cumulé	juin-15	14 027	-	10,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juin-15	1 485	25,6%	3,2%
	cumulé	juin-15	7 011	-	7,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	sept-15	2	-50,0%	-33,3%
	cumulées	sept-15	23	-	-14,8%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	sept-15	14	-22,2%	0,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

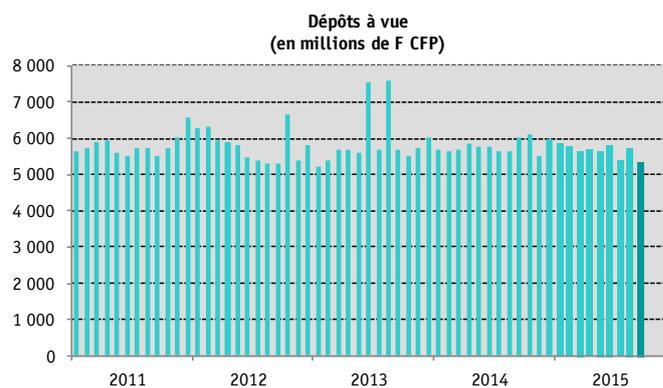
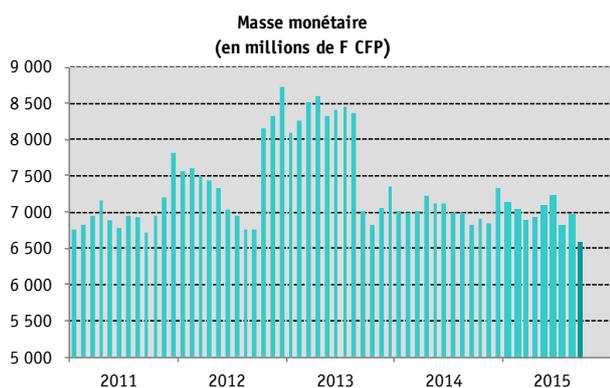


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

La masse monétaire atteint son plus bas niveau depuis fin 2010

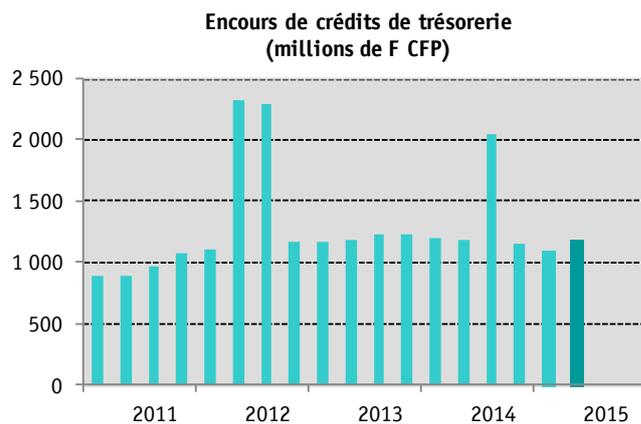
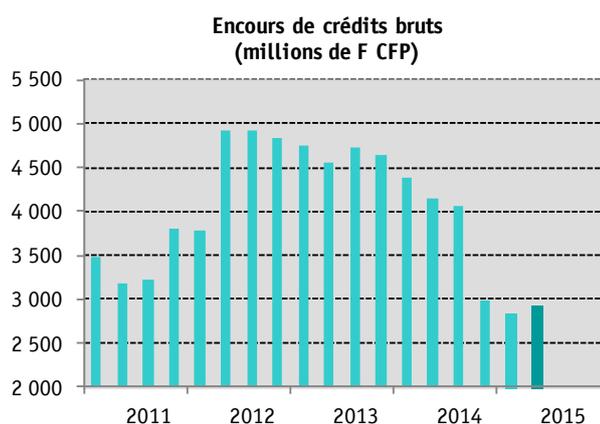
en millions de F CFP	sept-14	août-15	sept-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 090	2 053	2 067	0,7%	-1,1%
Dépôts à vue	3 930	3 679	3 289	-10,6%	-16,3%
Total M1	6 019	5 732	5 357	-6,5%	-11,0%
M2-M1	507	422	430	1,7%	-15,3%
Total M3	6 816	6 964	6 596	-5,3%	-3,2%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

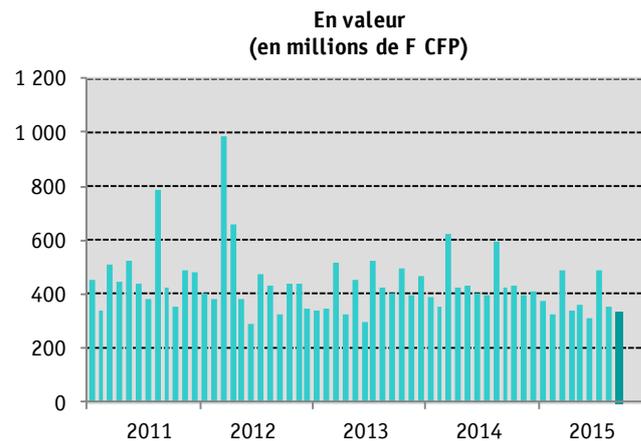
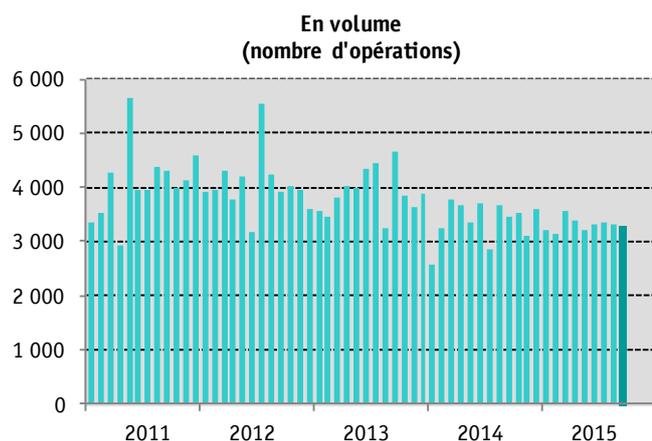
en millions de F CFP	juin-13	juin-14	juin-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1 188	1 178	1 187	0,7%
Crédits à l'équipement	2 161	1 975	965	-51,1%
Crédits à l'habitat	447	348	198	-43,3%
Autres crédits	283	201	161	-19,6%
Total encours sain	4 079	3 702	2 511	-32,2%
Créances douteuses brutes	473	447	413	-7,8%
Total encours brut	4 552	4 149	2 923	-29,5%



Compensation

Diminution en nombre et en valeur des opérations de compensation

	sept-14	août-15	sept-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 454	3 325	3 262	29 729	-1,9%	-5,6%
Compensation (en millions de CFP)	425	356	329	3 371	-7,5%	-22,7%



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents de paiement par chèque en août

en nombre	août-14	juil-15	août-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	144	39	23	421	-41,0%	-84,0%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	0	-	-

Interdits bancaires

Léger recul du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	août-14	juil-15	août-15	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	369	299	296	-1,0%	-19,8%
- dont personnes physiques	354	283	281	-0,7%	-20,6%
- dont personnes morales	15	16	15	-6,3%	0,0%

Cotation

Stabilité du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM sur l'année

en nombre	sept-14	août-15	sept-15	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	49	49	0,0%	2,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	18	16	-11,1%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T	115,60	117,73	1,8%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	15	15	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	septembre	659	568	-13,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	septembre	72	78	7,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	septembre	58	65	12,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 060	2 077	0,8%
dont secteur privé	mars	809	813	0,5%
dont secteur public	mars	1 251	1 264	1,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	septembre	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	354	281	-20,6%
décision retrait cartes bancaires (nb)	août	13	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	août	650	421	-35,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	septembre	1 134	1 094	-3,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	septembre	655	652	-0,4%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	septembre	203	236	16,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	septembre	70	62	-11,4%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	septembre	4 379	3 928	-10,3%
exportations	septembre	-	-	-
recettes douanières	septembre	1 388	1 168	-15,8%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	septembre	1 010	826	-18,2%
dont taxes intérieures de consommation	septembre	347	332	-4,3%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	septembre	3 930	3 289	-16,3%
M1	septembre	6 019	5 357	-11,0%
M2	septembre	6 527	5 786	-11,3%
Dépôts à terme	septembre	290	810	179,6%
M3	septembre	6 816	6 596	-3,2%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	1 431	1 352	-5,5%
dont crédits à la consommation	juin	1 194	1 198	0,3%
dont crédits à l'habitat	juin	237	154	-34,8%
Entreprises	juin	2 055	878	-57,3%
dont crédits d'exploitation	juin	9	36	317,3%
dont crédits d'investissement	juin	1 789	695	-61,2%
Collectivités locales	juin	186	271	45,6%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	31	10	-66,8%
créances douteuses brutes	juin	447	413	-7,8%
taux de créances douteuses	juin	10,8%	14,1%	3,3 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	3 134	3 003	-4,2%
dont assurances-vie	juin	1 070	1 163	8,6%
Sociétés	juin	1 603	1 950	21,6%
Autres agents	juin	2 263	2 235	-1,2%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques locales

Budget de l'État : 240,8 milliards de F CFP pour l'Outre-mer en 2016

Le Ministère des Outre-mer a annoncé, le 30 septembre, un budget de 240,8 milliards de F CFP pour 2016, porté essentiellement sur des mesures en faveur des entreprises, de l'emploi et du logement social. Les exonérations de charges sociales patronales représentent le poste le plus important, avec 137 milliards de F CFP (soit 54 % du budget) qui vont concerner 53 % des salariés d'outre-mer. Par ailleurs, 29,5 milliards de F CFP sont dédiés au logement social, un montant qui se maintient par rapport à 2014.

Aide au développement : signature d'une convention de prêt de 3 milliards de F CFP entre l'AFD et le Pays

L'Agence française de développement (AFD) et le Pays ont signé, mardi 29 septembre, une convention relative à un emprunt de 3 milliards de F CFP permettant d'abonder le financement des investissements réalisés en 2015. En particulier, 86 % de cette somme sont dédiés au financement de la part du Pays dans le programme des infrastructures routières, maritimes et aéroportuaires du troisième instrument financier conclu avec l'État. Le montant restant est affecté au financement de la part du Pays dans le volet du logement social du Contrat de projets (Domaine Labbé, Vaïtupa 2, mais aussi un programme d'urgence en habitat dispersé). L'AFD est actuellement le deuxième partenaire bancaire du Pays, après la SFIL, avec 23,3 % de l'encours total.

Croisière : premier forum de la croisière dans les îles du Pacifique Sud

Les représentants des États membres de la South Pacific Tourism Organisation (SPTO) se sont retrouvés à Tahiti du 12 au 15 octobre pour participer à la 25e réunion de l'organisation depuis sa création en 1983. La SPTO, qui compte 18 États membres, a pour vocation première de faire connaître les îles du Pacifique en tant que destination touristique et de mener des actions favorisant le développement d'un tourisme durable, respectueux de l'environnement et de la diversité culturelle. L'ordre du jour incluait, entre autres, la définition d'une « stratégie 2015-2019 de développement touristique de la croisière dans le Pacifique ».

Sur le même thème, Tahiti a également accueilli, les 16 et 17 octobre, le premier forum de la croisière dans les îles du Pacifique Sud, la South Pacific Cruise Alliance (SPCA). Onze États et territoires insulaires du Pacifique Sud y étaient présents pour parler du développement du secteur de la croisière. La SPCA estime que l'activité de croisière dans la région pourrait doubler dans les prochaines années, d'où l'organisation de ce forum dont l'objectif est de définir une stratégie globale et de réfléchir collectivement aux problématiques liées à la structuration de ce marché.

Environnement : hausse des volumes de déchets et traitement en baisse

La troisième édition de l'analyse de l'état de l'environnement en Polynésie française a été restituée fin octobre. L'étude pose un diagnostic factuel de l'évolution des écosystèmes polynésiens depuis 2007. Le gisement de déchets est en forte augmentation, et concerne des déchets moins dégradables. La production serait comprise entre 130 000 et 147 000 tonnes de déchets par an, dont plus de 75 % produits sur Tahiti et Moorea. Les coûts de gestion des déchets (collecte et traitement) se sont élevés en 2012 à 28 700 F CFP/tonne en moyenne, soit 12 500 F CFP/habitant/an. En 2013, seuls 40 % des déchets sont traités (contre 61 % en 2005) mais le taux de recyclage progresse sur la période de 3,5 à 6 % du volume total de déchets.

Industrie agroalimentaire : nouvelle pénurie de fruits pour l'usine de Moorea

Alors que l'entreprise de production de jus de fruit de Moorea est déjà confrontée à une pénurie d'ananas, elle a lancé un appel aux producteurs de pamplemousses, pour un besoin de 100 tonnes. Le fruit, confronté à la diminution du nombre d'agriculteurs et à des conditions météorologiques défavorables, se fait rare. En effet, aucun pamplemousse n'a été livré à l'usine depuis le début de l'année 2015.

Hydrocarbures : le prix du gaz butane en baisse de 10 F CFP par kilogramme

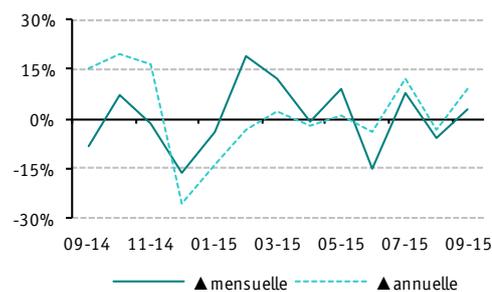
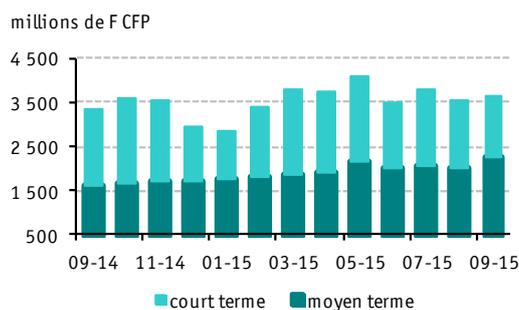
Le Pays a abaissé le prix du gaz butane de 10 F CFP/kg début octobre. Le Pays répercute ainsi, en partie, la baisse des coûts du fret et de l'assurance ainsi que celle du cours du gaz sur les marchés internationaux.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement à moyen terme

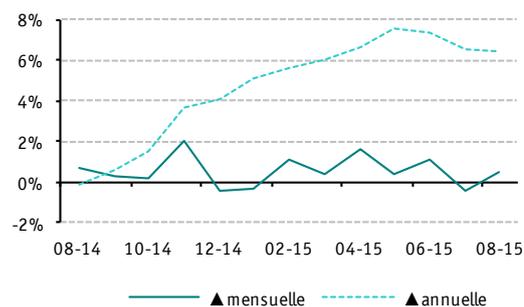
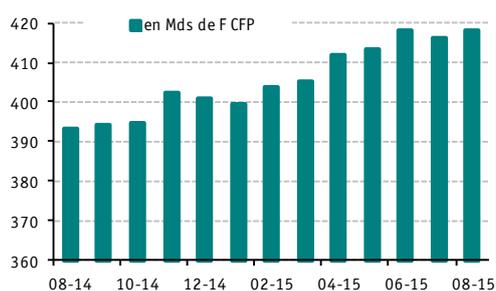
en millions de F CFP	sept-14	août-15	sept-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 734	1 545	1 385	-10,4%	-20,2%
Utilisations à moyen terme	1 604	1 989	2 249	13,1%	40,2%
Refinancement total	3 338	3 534	3 634	2,8%	8,8%



Masse monétaire

Progression de la masse monétaire

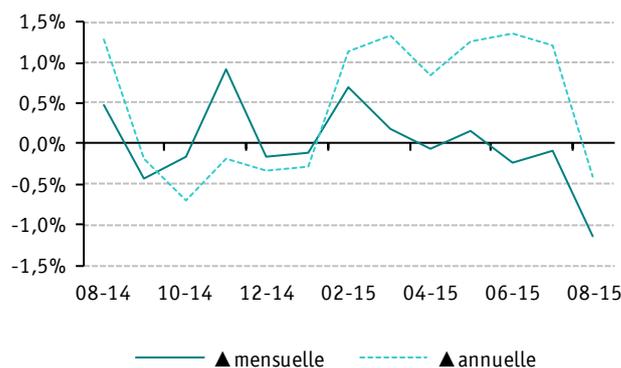
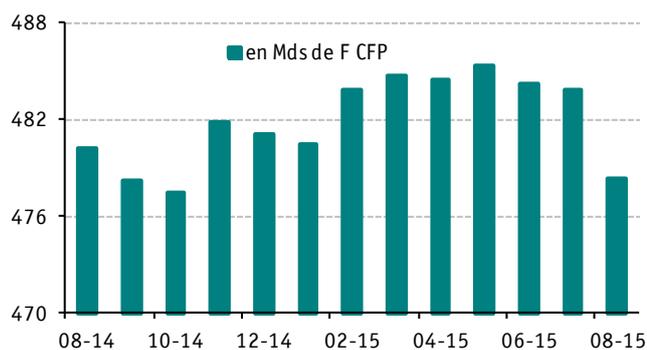
en millions de F CFP	août-14	juil-15	août-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 815	13 901	13 739	-1,2%	7,2%
Dépôts à vue	155 466	169 523	170 381	0,5%	9,6%
Comptes sur livrets	98 709	99 280	98 655	-0,6%	-0,1%
Comptes d'épargne logement	397	399	394	-1,1%	-0,8%
Dépôts à terme	123 680	131 676	133 693	1,5%	8,1%
Autres	1 837	1 325	1 267	-4,4%	-31,0%
Total M3	393 105	416 103	418 130	0,5%	6,4%



Concours des banques locales à l'économie

Repli des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	août-14	juil-15	août-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	113 118	106 565	106 280	-0,3%	-6,0%
Crédits d'équipement	72 713	77 604	76 630	-1,3%	5,4%
Crédits à l'habitat	167 574	170 387	170 324	0,0%	1,6%
Autres crédits	64 531	66 257	66 523	0,4%	3,1%
Créances douteuses brutes	62 287	62 979	58 500	-7,1%	-6,1%
Total Concours de Caractère Bancaire	480 223	483 792	478 256	-1,1%	-0,4%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	août-15	108,3	108,8	107,7	-1,0%	-0,5%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	juil-15	113,9	115,0	115,8	0,7%	1,7%
Commerce extérieur						
Exportations civiles (en M F CFP)	août-15	1 724	1 706	783	ns	ns
Importations civiles (en M F CFP)	août-15	12 999	14 616	13 197	-9,7%	1,5%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	août-15	2 151	2 695	2 555	-5,2%	18,8%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	août-15	157	140	147	5,4%	-6,5%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept-15	121	99	117	18,2%	-3,3%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août-15	492	465	466	0,2%	-5,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	août-15	1 985	2 522	1 763	-30,1%	-11,2%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	août-15	2 817	3 387	2 706	-20,1%	-3,9%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	sept-15	322	206	280	35,9%	-13,0%
Personnes physiques en interdiction bancaire	août-15	2 748	2 711	2 668	-1,6%	-2,9%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	août-15	1 095	1 122	343	ns	ns
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	août-15	167	188	186	-1,2%	10,9%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	août-15	56	30	50	ns	-10,8%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	août-15	123	145	173	19,1%	ns
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	août-15	20	18	19	8,1%	-4,0%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	août-15	30	41	52	ns	71,8%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	août-15	71	88	13	ns	ns
Tourisme						
Nombre de visiteurs	juin-15	15 528	19 672	16 700	-15,1%	7,5%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	sept-15	74,9%	77,0%	77,3%	0,3 pts	+2,5 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	août-15	60 103	64 745	64 181	-0,9%	6,8%
Comptes sur livret	août-15	92 653	92 613	91 913	-0,8%	-0,8%
Dépôts à terme	août-15	68 177	70 855	71 065	0,3%	4,2%
Entreprises						
Dépôts à vue	août-15	79 686	85 554	85 791	0,3%	7,7%
Dépôts à terme	août-15	48 300	50 176	49 599	-1,1%	2,7%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	août-15	72 538	66 876	66 704	-0,3%	-8,0%
Crédits à l'habitat	août-15	149 336	152 644	152 718	0,0%	2,3%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	août-15	33 820	33 101	33 164	0,2%	-1,9%
Crédits d'équipement	août-15	64 158	67 578	67 025	-0,8%	4,5%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE																								
taux d'intérêt en fin de mois																								
	30/09/2015	31/08/2015	Var. M-1																					
EONIA	-0,1220%	-0,1100%	- 0,012 pt																					
EURIBOR 1 mois	-0,1130%	-0,0980%	- 0,015 pt																					
EURIBOR 3 mois	-0,0400%	-0,0330%	- 0,007 pt																					
EURIBOR 6 mois	0,0290%	0,0390%	+ 0,010 pt																					
EURIBOR 12 mois	0,1420%	0,1600%	+ 0,018 pt																					
taux d'intérêt en moyenne mensuelle																								
	sept.-15	août-15	Var. M-1																					
TMO	1,2400%	1,2200%	+ 0,020 pt																					
TME	1,0400%	1,0200%	+ 0,020 pt																					
taux des euro-monnaies																								
devise	USD		JPY		GBP																			
date	30/09/2015	31/08/2015	31/07/2015	30/09/2015	31/08/2015	31/07/2015																		
taux JJ	0,150%	0,245%	0,080%	nd	nd	nd																		
3 mois	0,540%	0,490%	0,445%	nd	nd	nd																		
10 ans emprunts phares	2,070%	2,150%	nd	0,350%	0,380%	nd																		
<table border="0"> <tr> <td>taux de base bancaire</td> <td>taux</td> <td>date d'effet</td> </tr> <tr> <td>banques métropolitaines</td> <td>6,60%</td> <td>15/10/2001</td> </tr> <tr> <td>banques locales</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="3">taux d'intérêt légal deuxième sem. 2015</td> </tr> <tr> <td>créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)</td> <td>4,29%</td> <td>24/06/2015</td> </tr> <tr> <td>autres cas</td> <td>0,99%</td> <td></td> </tr> </table>							taux de base bancaire	taux	date d'effet	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001	banques locales			taux d'intérêt légal deuxième sem. 2015			créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	4,29%	24/06/2015	autres cas	0,99%	
taux de base bancaire	taux	date d'effet																						
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001																						
banques locales																								
taux d'intérêt légal deuxième sem. 2015																								
créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	4,29%	24/06/2015																						
autres cas	0,99%																							
Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme																								

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2015)								
Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure			Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure	
Prêts immobiliers				Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament			7,36%	
Prêts à taux fixe	3,92%			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable			2,81%	
Prêts à taux variable	3,63%			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			3,36%	
Prêts-relais	4,19%			Découverts en compte			13,36%	
Autres prêts				Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans			2,51%	
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	19,97%			Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure	
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	13,45%			Découverts en compte			13,36%	
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,84%							
(1) y compris commission du plus fort découvert								

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	106,5177	1 NZD/XPF	67,9256	1 HKD/XPF	13,7441	1 GBP/XPF	161,5867	
100 JPY/XPF	88,5973	1 AUD/XPF	74,8678	1 SGD/XPF	74,9524	100 VUV/XPF	95,2193	1 FJD/XPF	49,0895